

CD/PV.124
14 avril 1981
FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT VINGT-QUATRIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 14 avril 1981, à 10 h 30

Président : M. G. PFEIFFER (République fédérale d'Allemagne)

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

<u>Algérie</u> :	M. A. SALAH-BEY M. M. MATI
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. G. PFEIFFER M. F. RUTH M. N. KLINGLER M. H. MÜLLER M. W. RÖHR
<u>Argentine</u> :	M. F. JIMENEZ DAVILA Mlle N. FREYRE PENABAD
<u>Australie</u> :	M. R.A. WALKER M. R. STEELE M. T. FINDLAY
<u>Belgique</u> :	M. A. ONKELINK
<u>Birmanie</u> :	U SAW HLAING U NGWE WIN U THAN HTUN
<u>Brésil</u> :	M. C.A. de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. P. VOUTOV M. I. SOTIROV M. R. DEYANOV
<u>Canada</u> :	M. D.S. McPHAIL M. C. CACCIA, M.P.
<u>Chine</u> :	M. YU Peiven M. LIN Chen M. PAN Jusheng M. YU Mengjia
<u>Cuba</u> :	M. L. SOLA VILA Mme V. BOROWDOSKY JACKIEWICH M. F. CUSPINERA
<u>Egypte</u> :	M. EL SAYED ABDEL RAOUF EL REEDY M. I. ALI HASSAN M. M.N. FAHMY
<u>Etats-Unis d'Amérique</u> :	M. C.C. FLOWERREE M. F.P. DE SIMONE Mme K. CRITTENBERGER M. J. MISKEL M. C. PEARCY M. S. FITZGERALD

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Ethiopie</u> :	M. F. YOHANNES
<u>France</u> :	M. F. de la GORCE M. J. de BEAUSSE M. M. COUTHURES
<u>Hongrie</u> :	M. I. KÖMIVES M. C. GYÖRFFY
<u>Inde</u> :	M. A.P. VENKATESWARAN
<u>Indonésie</u> :	M. Ch. ANWAR SANI M. M. SIDIK M. I. DAMANIK
<u>Iran</u> :	M. M. DABIRI M. D. AMERI M. J. ZAHIRNIA
<u>Italie</u> :	M. V. CORDERO di MONTEZEMOLO M. E. di GIOVANNI
<u>Japon</u> :	M. Y. OKAWA M. M. TAKAHASHI M. R. ISHII M. K. SHIMADA
<u>Kenya</u> :	M. S. SHITEMI M. G.N. MUNIU
<u>Maroc</u> :	M. M. CHRAIBI
<u>Mexique</u> :	Mme Z. GONZALEZ Y REYNERO M. C. HELLER
<u>Mongolie</u> :	M. L. BAYART M. S.O. BOLD
<u>Nigéria</u> :	M. O. ADENIJI M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI-IRONSI
<u>Pakistan</u> :	M. M. AHMAD M. T. AITAF
<u>Pays-Bas</u> :	M. R.H. FEIN
<u>Pérou</u> :	
<u>Pologne</u> :	M. B. SUJKA M. J. CIALOWICZ M. T. STROJWAS

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>République démocratique allemande</u> :	M. H. THIELICKE M. M. KAULFUSS M. P. BÜNTIG
<u>Roumanie</u> :	M. M. MALTA M. T. MELESCANU
<u>Royaume-Uni</u> :	M. D.M. SUMMERHAYES M. N.H. MARSHALL
<u>Sri Lanka</u> :	M. H.M.G.S. PALIHAKKARA
<u>Suède</u> :	M. C. LIDGARD M. G. EKHOIM M. J. LUNDIN
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. P. LUKES M. A. CIMA M. L. STAVINOHÁ
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELIYAN M. V.A. PERFILIEV M. L.A. NAOUMOV
<u>Venezuela</u> :	M. H. ARTEAGA M. O.A. AGUILAR
<u>Yougoslavie</u> :	M. B. BRANKOVIĆ
<u>Zaïre</u> :	M. O. GNOK
<u>Secrétaire du Comité et Représentant personnel du Secrétaire général</u> :	M. R. JAIPAL
<u>Secrétaire adjoint du Comité</u> :	M. V. BERA-SATEGUI

M. SOLA VILA (Cuba) (traduit de l'espagnol) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous présenter les félicitations de ma délégation pour votre accession à la présidence du Comité du désarmement pour le mois d'avril, dernier mois de notre session de printemps, pendant lequel vous pouvez compter que ma délégation collaborera pleinement avec vous pour mener à bonne fin cette étape de nos travaux.

Permettez-moi aussi d'exprimer à votre prédécesseur, M. Herder, Ambassadeur de la République démocratique allemande, qui s'est acquitté avec tant de compétence de ses fonctions de Président du Comité pendant le mois de mars, les remerciements les plus sincères de ma délégation pour la tâche qu'il a menée à bien.

Monsieur le Président, au terme de cette première étape des travaux du Comité du désarmement pour 1981, je voudrais exposer quelques réflexions de ma délégation.

Il est certain que le monde actuel traverse une étape difficile et semée d'obstacles sur tous les plans, qu'il s'agisse du domaine économique, politique, social ou militaire, divers foyers de tension qui nuisent à l'établissement et à la consolidation de la détente internationale, des actes de violence effrénée commis sur le plan intérieur dans certains pays, le retour à l'ère dite de "la guerre froide" et, en particulier, l'accélération constante de la course aux armements, placent notre planète au bord d'un cataclysme indescriptible. Jamais on n'a connu de situation semblable à aucune autre époque de l'histoire de l'humanité.

Cette année même, la réunion ministérielle des pays non alignés a exprimé à New Delhi de façon convaincante la préoccupation que lui cause la situation actuelle, où la course frénétique aux armements nucléaires constitue le principal danger auquel le monde est actuellement confronté, la seule solution pour survivre dans ce monde d'inquiétude et d'angoisse étant d'arrêter et d'inverser le processus.

Plus récemment encore, à l'occasion du 26ème Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, notre éminent dirigeant et commandant en chef, Fidel Castro, a déclaré ce qui suit :

"Le début d'une nouvelle course aux armements et le retour à la guerre froide aggraverait brutalement la crise grave qui frappe aujourd'hui l'économie mondiale. Les espérances de développement économique et social, l'espoir de gagner la bataille contre la faim, l'ignorance et la maladie dans un climat de paix et de coopération internationale, se verraient réduits à néant pour l'immense majorité des peuples de la terre. Les conflits sociaux et les foyers de tension se multiplieraient et le danger de guerre s'étendrait. Ce serait un grand crime contre l'humanité."

Effectivement, Monsieur le Président, l'évolution actuelle de la politique internationale a montré que certains cercles réactionnaires appliquent une politique qui compromet les résultats de la détente et lance le monde dans une nouvelle "guerre froide".

L'augmentation des budgets militaires des pays de l'OTAN, le déploiement de 572 fusées nucléaires de moyenne portée en Europe, le piétinement des entretiens SALT II, tout cela ne laisse pas de préoccuper ceux qui n'aspirent qu'à vivre dans un monde de paix où l'on respecte les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies.

C'est pour cela qu'à l'heure actuelle le Comité du désarmement a un rôle très actif à jouer, en tant qu'organe unique de négociation multilatérale sur le désarmement, dans l'adoption de mesures concrètes en la matière, surtout si l'on tient compte du

(M. Sola-Vila, Cuba)

fait que toutes les autres formes de négociation sur le désarmement sont pratiquement paralysées; c'est pourquoi il appartient au Comité de suppléer largement aux autres mécanismes de négociation.

En outre, le Comité aborde la dernière période complète de travail avant la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, ce qui renforce notre obligation de présenter des résultats positifs.

L'important événement que constituera cette session extraordinaire de l'Assemblée générale doit préluder à la réunion de la Conférence mondiale du désarmement, qui constituerait un cadre approprié pour progresser sur la voie d'un véritable désarmement, général et complet; en effet, cette conférence ne se contenterait pas de formuler des recommandations, elle adopterait des décisions que les Etats devraient exécuter, en particulier ceux qui possèdent des quantités considérables d'armements de toute nature dans leurs arsenaux.

A sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé par consensus la résolution 35/46 faisant des années 1980 la deuxième Décennie du désarmement. Aux termes de ce texte :

"La décennie de 1980 devrait être témoin de l'intensification renouvelée des efforts de tous les gouvernements et de l'Organisation des Nations Unies en vue d'adopter d'un commun accord des mesures efficaces propres à conduire à un progrès perceptible vers l'objectif de désarmement général et complet sous un contrôle international efficace et d'appliquer ces mesures. A cet égard, une attention spéciale devrait être accordée à certains éléments précis du Programme d'action adopté par l'Assemblée générale lors de sa dixième session extraordinaire qui, au minimum, devraient être réalisés au cours de la deuxième Décennie du désarmement par voie de négociations au sein de l'organe multilatéral de négociations, le Comité du désarmement, ainsi que dans d'autres instances appropriées."

Ainsi, il est indispensable que le Comité du désarmement accélère les négociations en cours sur le désarmement et il ne peut se soustraire à cette tâche. A sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé de nombreuses résolutions sur le désarmement dont beaucoup sont étroitement liées aux travaux du Comité; le document CD/140, par lequel le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communique ces résolutions au Comité du désarmement, nous oblige à intensifier encore nos travaux au cours de la présente année.

Il est satisfaisant de constater que cette année, un climat constructif s'est instauré au Comité du désarmement; nous espérons qu'il se maintiendra et qu'il nous permettra de nous consacrer à la tâche qui nous incombe, à savoir négocier, et de ne pas perdre de temps à des questions qui doivent être formulées et résolues dans d'autres instances; cet esprit constructif aura des effets positifs non seulement pour nous, mais, ce qui est encore plus important, pour la communauté internationale, qui se rend compte que les centaines de milliards de dollars gaspillés dans la course aux armements pourraient résoudre les problèmes plus pressants dont souffre aujourd'hui la planète, tels que la faim, la misère, la maladie, l'analphabétisme. Et ce sont précisément les pays en développement qui souffrent le plus de ces conséquences; l'inversion de la course aux armements ouvrirait de vastes possibilités d'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Cette année, le Comité du désarmement a pu commencer rapidement ses travaux de fond grâce à la création de trois nouveaux groupes de travail sur les questions suivantes :

(M. Sola Vila, Cuba)

- 1) Armes chimiques
- 2) Armes radiologiques, et
- 3) Arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

Le Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement a également poursuivi ses travaux; il a été établi qu'il constitue le cadre approprié pour traiter les questions inscrites à l'ordre du jour de notre Comité, comme l'ont fait valoir de nombreuses délégations et en particulier celles du Groupe des 21, tant dans leurs interventions que dans les documents présentés au Comité, notamment le document CD/64, qui contient le passage suivant :

"Selon le Groupe des 21, l'adoption de l'ordre du jour annuel implique d'une part que le Comité reconnaît d'une manière générale que tous les points qui y sont inscrits feront l'objet de négociations concrètes, et d'autre part que tous ses membres s'engagent à mener en toute bonne foi des négociations pour réaliser un accord sur des mesures contraignantes et efficaces de désarmement en ce qui concerne lesdits points."

Le Groupe de travail sur les armes chimiques a fourni un gros travail, sous la direction efficace du distingué Ambassadeur de la Suède, M. Lidgard. De nombreuses délégations, en particulier celles de l'Union soviétique, de la Suède, du Royaume-Uni, de l'Egypte et d'autres pays, ont apporté des contributions très précieuses sur le plan technique, qui ont permis aux experts de ma délégation d'évaluer les multiples aspects de la question des armes chimiques.

Ma délégation estime qu'une future convention sur les armes chimiques doit permettre d'atteindre au moins les objectifs suivants :

- a) Destruction des stocks existants;
- b) Interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage à des fins hostiles;
- c) Promotion de la coopération entre les Etats parties à la Convention à des fins pacifiques et militaires non hostiles.

Ma délégation estime que la Convention devrait avoir un caractère non discriminatoire et prévoir des possibilités égales pour tous les Etats parties.

A notre avis, il existe des éléments suffisants pour engager des débats sur la teneur et la portée de cette convention, et nous espérons qu'il sera possible de le faire pendant la session d'été.

Le Comité peut compter sur la collaboration de ma délégation et sur la participation d'experts de mon pays.

Monsieur le Président, je voudrais formuler quelques observations sur les propositions qui ont été présentées au Comité par certaines délégations, et en particulier sur les plans de travail que vous avez soumis.

Ma délégation apprécie hautement les efforts déployés par toutes les délégations pour trouver des points satisfaisants pour tous, et a évalué avec un profond respect le contenu des documents que vous avez présentés en tant que Président du Groupe. Nous attachons beaucoup d'intérêt au document CD/112 (Rapport commun des Etats-Unis et de l'Union soviétique) et nous pensons qu'il devrait servir de "noyau d'agglutination" pour toutes les autres propositions.

(M. Sola Vila, Cuba)

Ma délégation estime que la définition des armes chimiques devrait être fondée sur le critère de destination générale, associé au critère de toxicité, dont les indicateurs figurent dans le document CD/112.

Cuba, qui est un pays indépendant et non aligné, dont la défense est axée sur la protection de sa souveraineté, ainsi que des conquêtes réalisées dans l'édification du socialisme, ne peut qu'être inquiet des lacunes que pourrait contenir une future convention sur les armes chimiques, lacunes qui permettraient à un Etat partie de trouver des moyens de violer ses dispositions.

C'est pourquoi ma délégation estime qu'une future convention, telle que celle qui nous occupe, devrait mentionner l'utilisation de certains herbicides et défoliants qui, dans certaines circonstances et en quantités déterminées, peuvent constituer des agents de guerre chimique. Cette préoccupation n'est que trop motivée par ce qui s'est passé lors de la récente guerre du Viet-Nam.

Le développement de l'industrie chimique civile est lié de très près à celui de l'industrie chimique militaire. Les rapports entre les deux sont si étroits que dans bien des cas, il est difficile de fixer la frontière qui les sépare sans risquer de porter atteinte au développement de l'industrie chimique pacifique. L'histoire a montré que dans certains cas, les découvertes relatives aux armes chimiques ont été réalisées de façon indirecte et accidentelle. C'est pour cela que ma délégation porte une grande attention aux thèses et aux propositions concernant les armes chimiques dites binaires qui ont été exposées au Groupe de travail, que vous avez dirigé de façon si remarquable.

De l'avis de ma délégation, en englobant dans le traité que nous examinons le développement, la fabrication et le stockage de ce type d'agent de guerre chimique, on créerait une complication, en raison de la difficulté qu'il y a à tracer une séparation entre ce qu'on appelle les agents précurseurs et les agents ou les produits finaux.

Nous estimons que cet aspect doit faire l'objet d'une étude approfondie de la part des experts, mais nous considérons provisoirement que les précurseurs sont des substances toxiques ou non toxiques dont le stade final peut conduire à la création d'un agent de guerre chimique.

Quelques délégations ont exprimé leur inquiétude au sujet de certaines définitions figurant dans ce document. Je pense ici aux agents à fin unique et aux agents à double fin.

A un certain stade de développement de la science et de la technique, un agent chimique peut avoir une destination unique, qu'il s'agisse de fins pacifiques ou de guerre chimique. L'essor fulgurant des découvertes modernes dans le domaine de l'industrie chimique en général peut avoir pour conséquence qu'un agent qui était autrefois employé uniquement à des fins hostiles devienne économiquement indispensable à un Etat pour des utilisations pacifiques. Ainsi, les interdictions et les obligations que peut contenir un futur traité ne devraient en aucune manière freiner le développement des pays qui ont des projets ambitieux dans ce domaine.

Permettez-moi maintenant, Monsieur le Président, de formuler quelques observations sur les aspects liés au contrôle et à la vérification des accords et des obligations contenus dans la future convention et d'indiquer la position de ma délégation.

(M. Sola Vila, Cuba)

Nous sommes conscients qu'il est très difficile de parvenir à un accord sur les moyens et systèmes de vérification, ce qui n'a rien d'étonnant compte tenu de la complexité et de la diversité de la technologie de l'industrie chimique et de la place qu'occupent les installations correspondantes dans nombre de pays.

Il faudrait partir du principe qu'aucune mesure de vérification ne peut porter atteinte au droit de chaque pays d'organiser sa défense, ni mettre en péril sa souveraineté.

Selon nous, les mesures de vérification nationales devraient être à la base de l'ensemble du système de vérification, mais elles devraient acquérir un caractère étatique, et cette fonction devrait être confiée à des organes d'Etat. Néanmoins, nous sommes certains qu'un ensemble judicieux de mesures nationales et internationales efficaces et adéquates pourrait apporter une solution à ce problème complexe.

En outre, nous estimons qu'il est indispensable qu'une convention sur l'interdiction de la fabrication, de la mise au point et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction ne diminue pas l'importance du Protocole de Genève de 1925, qui porte spécifiquement sur l'utilisation des armes chimiques.

D'autre part, les déclarations qu'un Etat partie doit faire pour accroître ou promouvoir la confiance, conformément au paragraphe 4.2 a) du document 4 du Président, devraient se situer après l'entrée en vigueur de l'accord et non avant.

Nous pensons que la vérification ne doit pas avoir un caractère discriminatoire, et que ses résultats doivent être communiqués à tous les Etats parties et constituer une authentique manifestation de confiance.

Le Groupe de travail sur les armes radiologiques a accompli un travail considérable sous la présidence efficace de M. Kómives, Ambassadeur de la Hongrie.

La question des armes radiologiques est aussi importante qu'elle est complexe, et ce pour les raisons suivantes :

a) l'accélération constante et la diversification des progrès scientifiques et techniques mettent en lumière la possibilité d'apparition de systèmes d'armes de ce genre, d'autant plus que l'utilisation pacifique des déchets radioactifs de l'industrie nucléaire accumulés par les pays nucléaires depuis de nombreuses années n'a pu être établie avec précision;

b) l'arme radiologique n'a pas encore été définie comme telle; elle n'a jamais été employée, et de nombreuses critiques de caractère technique ont été émises quant à son efficacité sur le plan militaire; la délégation suédoise a exposé certains de ces aspects dans l'intervention de l'Ambassadeur Lidgard, le 7 avril.

Cependant, ma délégation estime que la possibilité réelle d'apparition de l'arme radiologique n'est pas à exclure entièrement, d'où la nécessité d'un traité d'interdiction qui par ailleurs ne devrait léser aucun des Etats parties en ce qui concerne le développement de l'industrie nucléaire à des fins pacifiques.

Je voudrais faire quelques observations de caractère général sur les divers documents présentés au Groupe de travail et qu'a étudiés ma délégation, et exposer par là-même notre position.

(M. Sola Vila, Cuba)

En principe, nous croyons qu'il est possible de parvenir à un accord sur un traité interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes radiologiques.

Nous apprécions la contribution positive apportée par les diverses délégations et nous attachons un grand intérêt au document CD/31 du 9 juillet 1979 présenté par l'Union soviétique et les Etats-Unis.

Nous pensons qu'il faut définir la relation entre les armes dites radiologiques et les armes d'extermination massive déjà connues. Ma délégation est parvenue à la conclusion que le seul pouvoir destructeur que possèdent les armes dites radiologiques est l'action des rayonnements ionisants sur les organismes vivants, ce qui crée une certaine confusion si l'on établit une comparaison avec le pouvoir destructeur d'une explosion nucléaire sur le terrain.

Nous avons écouté avec un vif intérêt l'exposé fait par M. l'Ambassadeur de la Suède sur cette question et nous l'étudierons avec soin.

Par ailleurs, les définitions proposées de l'arme radiologique, et plus particulièrement celle figurant dans le document CD/31 présenté par l'Union soviétique et les Etats-Unis en 1979, sont fondées, selon ma délégation, sur la dispersion ou la dissémination, sur un objectif qui peut être le terrain, de matières radioactives qui exposent ensuite les êtres humains qui habitent la région ou qui la traversent à des rayonnements externes.

Nous nous demandons quelle différence il peut y avoir entre la dissémination ou dispersion intentionnelle de matières radioactives sur un pays à des fins militaires, et la dissémination de matières radioactives à l'intérieur de ce même pays provoquée par le bombardement d'installations électronucléaires dans le cadre d'actions hostiles classiques ?

Notre petit pays fait de grands efforts et espère développer un programme pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. C'est pourquoi ma délégation souhaite qu'un futur traité sur les armes radiologiques comprenne une clause liée à la protection des installations nucléaires de production d'énergie à des fins pacifiques, qu'elles se situent sur terre ou sur mer.

Selon ma délégation, les principaux éléments d'une future convention sur les armes radiologiques sont les définitions et la portée de cette convention.

Ma délégation se prononce contre l'idée de résoudre le problème des armes radiologiques dans le cadre du désarmement nucléaire. Nous comprenons et nous appuyons les propositions relatives au désarmement nucléaire général et complet, mais nous estimons que l'un n'implique pas l'autre, pour des raisons qui sont techniquement démontrables.

De l'avis de ma délégation, l'essentiel est de conclure un traité interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes radiologiques.

Nous pensons que la future convention sur les armes radiologiques devrait imposer à tous les Etats parties de fournir toutes les informations nécessaires pour prouver que les obligations contractées dans la convention ont été exécutées.

(M. Sola Vila, Cuba)

Ma délégation est prête à faire tout son possible pour contribuer au sein du Comité à aplanir les divergences de vues qui existent encore afin de parvenir à un accord. Nous préconisons de consulter, pendant la session d'été, des experts qui fourniraient toutes les informations scientifiques nécessaires pour éclairer pleinement la question.

Nous partageons l'opinion de ceux qui pensent que cette question n'est pas l'une des plus urgentes par rapport au désarmement général et complet, mais nous ne pouvons sous-estimer l'intérêt qu'il y aurait à ce que le Comité du désarmement propose des mesures concrètes, quelles qu'elles soient, dans ce domaine.

En ce qui concerne l'examen des garanties de sécurité à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires, Cuba estime que cette question est importante et que la conclusion d'un traité dans ce domaine aurait un effet positif, bien que ce problème soit sans aucun doute étroitement lié à des aspects tels que l'interdiction totale de l'utilisation de l'arme nucléaire et le non-recours à la force - et par conséquent à la force nucléaire - dans les relations internationales; ce processus est évidemment implicite dans les négociations sur le désarmement nucléaire.

Une telle négociation représente la seule voie efficace et sûre pour tous les pays non dotés d'armes nucléaires et même pour les pays qui en sont dotés, étant donné qu'une conflagration nucléaire amènerait une crise qui dépasserait les frontières des Etats participant au conflit et constituerait un grave danger pour la survie même de l'humanité.

Mon pays estime que l'adoption d'un instrument international constituerait un pas vers la solution définitive; il permettrait aussi, ce qui est encore plus important, la recherche d'une formule commune, solution temporaire qui garantirait en attendant la sécurité des Etats dotés d'armes nucléaires.

Cuba estime que l'une des tâches les plus importantes dont est chargé le Comité du désarmement consiste à élaborer un programme global de désarmement. Il ne fait aucun doute que le Document final constitue une base précieuse pour l'élaboration de ce programme; mais celui-ci ne doit pas représenter une régression par rapport aux résultats obtenus dans ce document adopté par consensus.

En ce qui concerne les phases d'exécution, elles doivent être réalistes et objectives et chacune d'elles doit comporter implicitement un processus de révision et d'évaluation.

S'agissant de la nature du programme, celui-ci doit comporter un engagement d'exécution de la part des Etats. Il existe à cet égard des propositions fort intéressantes et constructives qui faciliteraient certainement la solution de ce problème. Nous sommes certains que sous la présidence de M. l'Ambassadeur García Robles, le Groupe de travail obtiendra des résultats.

Mon pays, qui est membre du Groupe des 21, s'est déclaré préoccupé par le fait que le Comité du désarmement, à la veille de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, n'a pas encore pu constituer deux groupes de travail : a) l'un sur le désarmement nucléaire et b) l'autre sur l'interdiction générale des essais d'armes nucléaires.

De nombreuses propositions tendant à créer des groupes de travail sur la question du désarmement nucléaire ont été présentées au Comité du désarmement au nom des pays du Groupe des 21 et des pays socialistes, et l'on a également enregistré des réactions positives de certains pays occidentaux à ce sujet.

(M. Sola Vila, Cuba)

Le Comité du désarmement tient périodiquement des réunions officielles pour étudier ces questions; nous espérons qu'elles aboutiront à des résultats concrets et qu'elles ne se réduiront pas à de simples exposés théoriques.

Il serait vraiment regrettable que le rapport que nous remettrons à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa prochaine session ne traduise pas un progrès dans le domaine du désarmement nucléaire; la doctrine de la dissuasion nucléaire ne saurait convaincre ceux qui luttent opiniâtement pour obtenir une paix véritable et la consolider.

Le Comité du désarmement doit s'acquitter du mandat qui lui a été confié. Le paragraphe 50 du Document final énonce clairement les priorités établies dans le domaine du désarmement. De l'avis de ma délégation, le bilan des réunions officielles qui ont été tenues et qui continuent de l'être sous la direction compétente de M. l'Ambassadeur Herder doit être favorable par rapport à ce qu'attend de nous la communauté internationale. Le Comité dispose déjà d'un grand nombre d'éléments de fond pour poursuivre ses travaux; il ne manque que la volonté politique de certains membres de ce Comité pour accomplir cette tâche indispensable.

A la dernière session de l'Assemblée générale, Cuba a été l'un des auteurs du projet de résolution 35/152 G intitulé "Paragraphe 125 du Document final" de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, dont le paragraphe 2 est ainsi conçu :

[L'Assemblée générale]

... Invite les organismes internationaux compétents qui s'occupent des questions de désarmement à poursuivre conformément au Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, leurs efforts visant à freiner efficacement la course aux armements conformément au Programme d'action énoncé à la section III du Document final et à la Déclaration faisant des années 1980 la deuxième Décennie du désarmement."

Il appartient essentiellement au Comité du désarmement de mener à bien les négociations sur le désarmement prévues dans le Programme d'action. Dans cette même résolution, l'Assemblée générale se déclare préoccupée par le fait que les négociations en cours sur la limitation des armements et sur le désarmement traînent en longueur et certaines d'entre elles ont été suspendues ou qu'il y a été mis fin.

Lors du deuxième Congrès du Parti communiste cubain, qui a eu lieu récemment, notre Commandant en chef, le Camarade Fidel Castro, a déclaré ce qui suit :

"La course aux armements doit cesser. Les quantités actuelles d'armes nucléaires sont suffisantes pour détruire le monde plusieurs fois ... A l'heure actuelle, on gaspille chaque année, pour chaque habitant de la planète environ 90 dollars sous forme d'armements, soit plus que le revenu annuel par habitant de centaines de millions de personnes dans le monde sous-développé. Ces dépenses ne profitent à personne; elles sont totalement improductives et, tout en se renouvelant périodiquement, elles ne peuvent servir qu'à créer de la ferraille.

Ce gaspillage est impressionnant lorsqu'on le compare aux moyens financiers qui permettraient de résoudre quelques-uns des problèmes les plus aigus de la population mondiale.

Cette course aux armements insensée, qui peut à tout moment déboucher sur une explosion qui entraînerait un holocauste universel d'une ampleur sans précédent, ne peut se poursuivre. Il faut mettre fin à cette politique suicidaire si l'on veut assurer un avenir de paix et de bien-être à toute l'humanité."

(M. Sola Vila, Cuba)

A cet égard, le Comité du désarmement a été chargé d'un rôle de premier plan en tant qu'organe unique de négociation multilatérale sur le désarmement, et nous avons le devoir, devoir auquel nous ne pouvons nous soustraire, de remplir le mandat qui nous a été confié par la communauté internationale.

Le PRESIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de Cuba de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence.

M. SUJKA (Pologne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole en séance plénière au mois d'avril, je tiens à vous féliciter vivement de votre accession à la présidence du Comité du désarmement et à vous souhaiter un plein succès dans votre tâche à ce moment peut-être crucial de la session de 1981. Permettez-moi aussi d'exprimer mon admiration à M. l'Ambassadeur Herder, de la République démocratique allemande, pour l'excellence du travail accompli, et en particulier pour la compétence et l'efficacité avec lesquelles il a dirigé les travaux du Comité au mois de mars.

Bien que la question relative aux nouveaux types d'armes de destruction massive et aux armes radiologiques ne figure pas à l'ordre du jour de cette semaine, permettez-moi de l'aborder brièvement, à propos des armes radiologiques. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans les détails du débat approfondi et constructif que le Groupe de travail a consacré récemment aux principaux éléments de la future convention sur les armes radiologiques. Tout en remerciant M. l'Ambassadeur Komives des efforts qu'il a déployés inlassablement pour que le Groupe de travail élabore le texte du projet de convention et en en l'assurant du plein appui de la délégation polonaise dans son entreprise, je voudrais me référer maintenant au débat qui a eu lieu sur la question au cours des dernières séances plénières. En fait, je suis quelque peu inquiet, car une certaine tendance à minimiser ou même à nier l'importance de tout document qui serait établi en ce qui concerne l'interdiction des armes radiologiques a été observée les 7 et 9 avril dans les interventions de plusieurs délégations.

Comme bien d'autres orateurs, quand je parle des armes radiologiques, c'est en particulier aux déchets radioactifs que je pense. Comment donc se pose aujourd'hui le problème de ces déchets dans le monde ? La lecture de certaines informations généralement accessibles mène à la conclusion, et je ne dis pas qu'elle est particulièrement réconfortante, que la quantité de ces déchets ne cesse de croître. Ainsi, la quantité de déchets sous la forme de solutions de produits chimiques hautement radioactifs issus du retraitement des combustibles nucléaires en vue de la récupération de plutonium, se chiffre aujourd'hui au total et ce pour les seules activités militaires, à plusieurs dizaines de milliers de mètres cubes. Ces déchets hautement radioactifs émettent des rayons gamma et des particules atomiques qui peuvent entraîner des lésions ou même la mort. Chacun sait que le rayonnement tue les cellules ou endommage le patrimoine génétique. Il est également clair pour quiconque s'occupe de questions relatives à l'énergie nucléaire que la quantité de déchets hautement radioactifs est encore appelée à s'accroître, notamment parce que les centrales nucléaires d'où vient le plutonium indispensable à la fabrication de différents types d'armes nucléaires produisent des déchets. Par ailleurs, il ne fait aucun doute que, du fait de la formidable progression de l'énergie nucléaire utilisée à des fins pacifiques, des quantités de plus en plus importantes de déchets hautement radioactifs vont s'accumuler dans de nombreux pays.

(M. Sujka, Pologne)

Compte dûment tenu des dangers liés à cette situation, l'URSS et les Etats-Unis ont présenté en 1979 une Proposition commune concertée américano-soviétique relative aux principaux éléments d'un traité interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation des armes radiologiques (CD/31 et CD/52).

Dans plusieurs pays, les chercheurs étudient la question de savoir sous quelle forme les déchets radioactifs devraient être convertis en vue de leur élimination. Ils étudient toute une série de moyens de conditionnement des déchets nucléaires sous des formes solides qui empêchent leur dissémination dans l'environnement. On pourrait, par exemple, les calciner, c'est-à-dire les chauffer jusqu'à ce qu'ils soient réduits en cendres. On pourrait aussi les noyer dans du verre ou de la céramique, ou encore dans certaines matières synthétiques. Le plus important à cet égard est le fait que l'on cherche à réduire sensiblement la taille des déchets et à condenser la matière radioactive. A ce propos, je voudrais simplement rappeler que tandis que l'on mène des expériences dans ce domaine, on pourrait aussi examiner ou présenter certaines idées sur l'utilisation et/ou le retraitement des déchets hautement radioactifs également à des fins militaires. Les déclarations que plusieurs délégations ont faites vendredi dernier devant le Groupe de travail sur les armes radiologiques pour demander que les conférences d'examen de la future convention sur les armes radiologiques aient lieu tous les cinq ans, en précisant que le développement de la science et de la technologie dans ce domaine le justifie, semblent précisément confirmer l'hypothèse que des changements qualitatifs imprévus pourraient en fait intervenir un jour dans le développement des armes radiologiques. Comment concilier ce point de vue avec les déclarations dans lesquelles les armes radiologiques sont considérées comme purement hypothétiques ?

J'ajouterai à ce que je viens de dire que, dans l'état actuel des connaissances en la matière, les déchets radioactifs peuvent être produits sous une forme soit liquide soit solide. Par ailleurs, la médecine ne nous offre actuellement aucun médicament efficace contre la radiotoxémie, soit aiguë soit chronique.

Compte tenu de toutes les considérations qui précèdent, ce serait, semble-t-il, faire preuve d'une certaine myopie que de négliger ou de nier la possibilité de mener de nouveaux travaux de recherche sur les armes radiologiques. Ces travaux pourraient tout simplement déboucher un jour sur une forme améliorée d'armes de ce genre. En d'autres termes, compte dûment tenu du caractère inhumain que présente la probabilité d'emploi d'armes radiologiques, nous devrions faire preuve d'un maximum de bonne volonté pour aboutir à un accord préventif qui interdise la production et l'utilisation de ces armes. Outre son importance en matière de prévention dans le domaine militaire, la convention envisagée créerait un climat favorable à toutes actions permettant d'isoler efficacement les matières radioactives de l'environnement, ce qui constitue un élément également important du rôle qu'elle peut jouer face à l'utilisation croissante de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Nous avons écouté avec beaucoup d'attention les débats du Comité sur l'opportunité et l'importance qu'il y aurait à signer une convention interdisant les armes radiologiques ainsi que les arguments présentés à ce sujet. Je tiens à dire que ma délégation n'est pas convaincue de la valeur des arguments qui minimisent l'objectif et l'importance de la signature d'une telle convention. Evidemment, nous sommes conscients et avons souvent fait remarquer que l'interdiction des armes radiologiques n'a qu'une importance relative comparée par exemple

(M. Sujka, Pologne)

au problème capital et primordial de l'interdiction des armes nucléaires et chimiques. Il ne s'agit donc pas d'une question à régler au détriment d'autres problèmes. Nous estimons pourtant que nous ne pouvons négliger aucune occasion de franchir ne fût-ce qu'une modeste étape, en éliminant encore un danger concret. En fait, cette étape ouvrirait la voie à d'autres mesures, certainement plus importantes. A notre avis il s'agit là d'une occasion à ne pas manquer pour la seule raison qu'il existe des objectifs plus importants. C'est l'abstention devant cette possibilité qui nous exposerait à la critique et non pas la décision d'aller de l'avant. En résumé, nous demeurons persuadés que tout résultat, aussi modeste soit-il, est préférable à l'inaction.

Permettez-moi maintenant de parler un peu d'autres armes de destruction massive. L'Union soviétique a présenté l'année dernière une proposition, appuyée par les Etats socialistes et par de nombreux pays non alignés, qui visait à créer, sous les auspices du Comité du désarmement, un groupe spécial d'experts chargés d'élaborer le projet d'un accord global ou d'accords partiels interdisant les activités de recherche-développement concernant de nouvelles armes de destruction massive. Un tel groupe aurait essentiellement pour tâche de suivre l'évolution dans le domaine de la recherche scientifique et de repérer les orientations qui pourraient être dangereuses, afin que les mesures qui s'imposent pour prévenir l'apparition de nouvelles armes puissent être prises aussitôt que possible. Nous persistons à croire que le Comité devrait accorder à cette proposition l'attention qu'elle mérite et examiner la possibilité de créer un tel groupe au cours de la partie estivale de sa session.

Le PRESIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de la Pologne de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la Présidence.

M. FEIN (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : Il y a deux ans, le 26 juin 1979, la délégation néerlandaise, au Comité du désarmement, a tenté d'analyser les problèmes que pose la question des garanties de sécurité négatives. L'intérêt que nous portons à cette question n'a pas diminué.

Nous restons convaincus - comme je le crois tous ici - que les arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires auraient pour effet d'accroître la confiance et d'influer positivement sur le concept de la non-prolifération, renforçant ainsi la paix et la sécurité.

Nous nous sommes félicités des déclarations unilatérales sur les garanties de sécurité négatives lorsqu'elles ont été faites par les gouvernements des cinq Etats dotés d'armes nucléaires. L'efficacité de ces engagements se trouverait cependant considérablement accrue si ces cinq déclarations distinctes pouvaient se transformer en une garantie commune unique et valable. Vous vous souviendrez peut-être que dans mon intervention d'il y a deux ans j'avais émis la suggestion qu'une telle formule commune était possible. Nous demeurons convaincus aujourd'hui de cette possibilité. Mais nous ne sommes pas moins convaincus de la difficulté de la voie qui mène à cette formule magique.

Nous sommes donc reconnaissants au Groupe de travail spécial sur les garanties de sécurité négatives pour les travaux qu'il a accomplis l'an dernier sous la direction de M. El-Baradei et cette année sous celle de M. Ciarrapico. L'expérience acquise au Groupe de travail a montré que nous ne pourrions progresser que si nous faisons preuve de réalisme et de modération. En effet, nous en dégageons une importante leçon de réalisme, à savoir que nous n'avons guère de

(M. Fein, Pays-Bas)

chances de parvenir à un consensus sur une convention en tant que cadre juridique propre à l'incorporation de cette formule commune. Il serait donc préférable que nous concentrions nos efforts sur l'élaboration d'une formule commune.

Sur le plan de la modération, nous avons appris que nous ne devrions pas essayer de faire plus que ce à quoi nous invite l'ordre du jour, c'est-à-dire protéger un Etat qui a renoncé à l'option nucléaire contre une attaque nucléaire. Rien de plus.

En d'autres termes, nous estimons qu'il est de notre devoir à tous de concevoir les arrangements internationaux efficaces sur lesquels portent les négociations comme des mesures concrètes et spécifiques ayant pour seul objectif de donner une garantie suffisante à un Etat qui a renoncé à acquérir ou à posséder des armes nucléaires. Laisser les négociations actuelles se perdre dans un débat sur des questions telles que la légitimité ou l'illégitimité d'une guerre nucléaire ne pourrait que gêner l'étude du fond du problème que nous avons à résoudre et, partant, l'efficacité de nos travaux. La question de la légitimité ou de l'illégitimité de la guerre nucléaire ne relève pas de ce point de l'ordre du jour, et son introduction ne peut que rendre le débat plus confus.

Si nous refusons de nous laisser entraîner dans une discussion sur la validité de la dissuasion nucléaire, dans certains cas et dans certains lieux, ce n'est pas parce que nous répugnons à discuter de cette question, mais parce que cela dépasse le cadre des négociations sur les arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires.

Considérons maintenant le fond du problème, c'est-à-dire les termes des garanties unilatérales en vigueur, en commençant par les garanties de sécurité négatives du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de l'Union soviétique, et pour cette dernière par la déclaration faite par l'Union soviétique lorsqu'elle a ratifié le Protocole II au Traité de Tlatelolco, et par une autre déclaration faite par le Président de l'Union soviétique. Je ferai ensuite quelques remarques sur les prises de position de la France et de la Chine à cet égard.

Il y a - nous sommes heureux de le constater - un assez grand nombre de similitudes entre les positions des trois premiers Etats dotés d'armes nucléaires. Autrement dit, des garanties de sécurité seraient données aux Etats non dotés d'armes nucléaires qui ont, d'une façon ou d'une autre, formellement accepté le statut de non-dotés d'armes nucléaires. Cette garantie ne s'appliquerait cependant pas, dans certains cas, celui par exemple où un Etat non doté d'armes nucléaires commettrait un acte d'agression - c'est-à-dire une attaque - contre un Etat doté d'armes nucléaires en bénéficiant de l'appui d'un autre Etat doté d'armes nucléaires. Sur ces deux points les trois garanties de sécurité négatives sont similaires.

Mais la principale difficulté que nous rencontrons dans notre analyse de ces trois garanties de sécurité négatives découle de l'opinion formulée par l'Union soviétique selon laquelle une garantie de sécurité négative ne peut être donnée à un Etat non doté d'armes nucléaires qui possède des armes nucléaires sur son territoire. Cette clause de non-implantation étant le principal obstacle, nous devons de l'examiner de plus près.

Les garanties de sécurité négatives devraient être conçues en vue des circonstances dans lesquelles des hostilités auraient lieu. C'est dans ces circonstances - et précisément dans ces circonstances - que les Etats non dotés d'armes nucléaires devraient être assurés qu'ils ne seront pas attaqués au moyen d'armes nucléaires. Par ailleurs, les Etats non dotés d'armes nucléaires qui bénéficieraient de l'appui d'un Etat doté d'armes nucléaires dans des activités militaires dirigées contre un autre Etat doté d'armes nucléaires ne pourraient naturellement pas s'attendre à être à l'abri.

(M. Fein, Pays-Bas)

Les formules de garanties britanniques et américaines reposent sur la claire perception de circonstances de ce genre, de même, semble-t-il, que certaines déclarations et interventions soviétiques. J'ai déjà mentionné les déclarations faites par l'Union soviétique au moment de la ratification du Protocole II au Traité de Tlatelolco. Je puis également citer la déclaration faite par le Président de l'Union soviétique :

"L'Union soviétique, pour sa part, tient à déclarer de la façon la plus catégorique que nous sommes opposés à l'utilisation d'armes nucléaires et que seules des circonstances extraordinaires, seule une agression commise contre notre pays ou ses alliés par une autre puissance nucléaire, pourraient nous obliger à recourir à ce moyen extrême de légitime défense."

Compte tenu de ces deux déclarations soviétiques, je dirai qu'il est possible de se mettre d'accord sur une formule de garantie solide et réaliste à condition de ne pas viser d'autres objectifs sans rapport avec la question. On peut se demander si ce n'est pas précisément ce que recherche l'Union soviétique, un objectif à obtenir "en prime", lorsqu'elle avance la clause de non-implantation.

A mon sens, l'Union soviétique cherche à justifier la condition de non-implantation en alléguant qu'une attaque nucléaire pourrait être lancée à partir d'un territoire d'un Etat non doté d'armes nucléaires où se trouveraient des armes nucléaires. Sur le plan strictement rhétorique, je reconnaitrai que c'est là un point de vue valable. Mais il nous faut distinguer entre la définition statique d'un Etat non doté d'armes nucléaires en tant que tel qui bénéficie d'une garantie de sécurité négative, et une définition dynamique des conditions où ces garanties devraient devenir opérationnelles.

Me plaçant du point de vue opérationnel et tenant compte du fait que les garanties de sécurité devraient être établies sur la base d'une analyse stratégique, je ne puis que conclure qu'une clause concernant l'agression - c'est-à-dire une attaque - avec l'appui d'un Etat doté d'armes nucléaires couvrirait toutes les situations possibles.

Après tout, la situation à laquelle l'Union soviétique veut faire face avec la clause de non-implantation n'est rien d'autre qu'un conflit entre des Etats dotés d'armes nucléaires. Cette clause de non-implantation revient donc à détourner nos débats de la question à l'étude : les garanties données par des Etats dotés d'armes nucléaires à des Etats non dotés d'armes nucléaires. Elle équivaut à une ingérence dans les affaires intérieures des alliances, ce qui naturellement est inacceptable. De plus, elle n'a pas de sens du point de vue stratégique puisqu'elle introduit une distinction artificielle entre les alliés d'un Etat doté d'armes nucléaires : si, à Dieu ne plaise, une guerre nucléaire devait survenir, il n'y aurait plus que des amis et des ennemis.

Examinons maintenant la clause de non-implantation sous un autre angle. Pour des raisons de caractère différent mais non moins importantes, je soutiendrai que l'implantation ou la non-implantation d'armes nucléaires - d'ogives nucléaires - peut difficilement être vérifiée de façon satisfaisante. Etant donné l'existence, par exemple, de systèmes de vecteurs à double fin, comment pourrait-on savoir que l'autre partie n'a pas caché, quelque part sur le territoire d'un allié non nucléaire, un stock d'armes nucléaires qui pourraient être lancées par ces systèmes de vecteurs à double fin ? Et même si les ogives nucléaires n'étaient pas entreposées en temps de paix sur le territoire d'un allié, qu'est-ce qui empêcherait l'une des parties, à la veille d'une guerre ou en temps de conflit armé, d'y transporter ces ogives de nuit par avion ? Quelle est alors la valeur pratique, dans le cas dont nous parlons, de l'assurance que tel ou tel allié non doté

(M. Fein, Pays-Bas)

d'armes nucléaires ne possède pas - en temps de paix, précisons-le - d'armes nucléaires sur son territoire ? Nous arrivons inévitablement à la conclusion que la clause de non-implantation n'est pas seulement difficile - c'est le moins que l'on puisse dire - à vérifier en temps de paix, mais que son observation est impossible à vérifier en temps de guerre, précisément au moment où cela compte. La clause de non-implantation n'est simplement pas un élément viable.

Je me demande si l'Union soviétique elle-même est véritablement convaincue de la valeur de cette clause de non-implantation. Le Traité de Tlatelolco interdit la présence d'armes nucléaires sur les territoires des pays d'Amérique latine pour lesquels le Traité est entré en vigueur. Nous avons là une véritable situation de non-implantation. Cette situation de non-implantation par excellence aurait dû suffire à l'Union soviétique. Néanmoins, l'Union soviétique, en ratifiant le Protocole II audit Traité, a jugé nécessaire de faire une réserve qui, notamment, implique que l'obligation de non-utilisation (d'armes nucléaires) pourrait être reconsidérée dans le cas où un ou plusieurs Etats parties au Traité commettraient un acte d'agression avec l'appui d'un Etat possédant des armes nucléaires ou conjointement avec cet Etat. Nous trouvons là, purement et simplement, la clause de non-attaque. On se demande donc si, pour l'Union soviétique, la non-implantation est véritablement le fond du problème dans une situation où la garantie de sécurité doit s'appliquer, c'est-à-dire juste avant ou pendant un conflit armé.

Voici donc comment je vois la question : la clause de non-implantation est superflue parce que toutes les situations théoriquement dangereuses pour l'Union soviétique et ses alliés se trouvent couvertes par le type de formule adopté par le Royaume-Uni et les Etats-Unis et par l'Union soviétique elle-même lorsqu'elle a défini sa position par rapport à la zone exempte d'armes nucléaires d'Amérique latine. La clause de non-implantation est injustifiée parce qu'elle légalise implicitement la menace et l'emploi d'armes nucléaires contre certains Etats non dotés d'armes nucléaires, même lorsqu'ils ne sont pas engagés dans un conflit armé.

La clause de non-implantation n'est pas vérifiable, en particulier à la veille ou au cours d'un conflit, quand cela compte réellement. Enfin, il semble bien que l'Union soviétique elle-même ne croie pas à cette formule.

Alors, pourquoi l'Union soviétique a-t-elle proposé une telle clause ?

Un coup d'oeil à la carte suffit, pour comprendre la situation, même pour ceux qui ne sont pas très au courant de la stratégie nucléaire ; je serai donc très bref.

Alors que les pays du Pacte de Varsovie forment géographiquement un bloc compact, une étendue terrestre continue, les membres de l'OTAN sont coupés les uns des autres par un océan. Les intérêts stratégiques des deux parties sont donc manifestement différents. L'exigence soviétique de non-implantation placerait l'Europe occidentale dans une situation fort désavantageuse et dans l'impossibilité de faire face à la capacité de destruction massive de l'Union soviétique en Europe occidentale. L'intégrité des forces de défense de l'OTAN en tant qu'élément de dissuasion réside dans la capacité de l'alliance de défendre son territoire collectif par tous les moyens dont elle dispose, en quelque point qu'il soit menacé. Cette position doit comprendre la capacité de déployer des armes partout où elles pourraient se révéler le plus efficaces contre une menace éventuelle.

Notre conclusion est donc, en ce qui concerne cette partie du problème, qu'en introduisant cette exigence de non-implantation dans les garanties de sécurité négatives - présumées globales - l'Union soviétique s'efforce, au Comité du désarmement (comme à l'Assemblée générale d'ailleurs), de s'assurer un avantage

(M. Fein, Pays-Bas)

stratégique sur l'OTAN. Nous ne refusons certes pas à l'Union soviétique le droit de négocier sur ces questions - bien au contraire, nous souhaiterions l'encourager à le faire - mais il me semble que ni le Comité du désarmement, ni la question des garanties de sécurité négatives offertes aux Etats non dotés d'armes nucléaires, ne soient l'endroit ou le contexte appropriés pour cela. De tels objectifs pourraient être poursuivis dans le cadre de négociation Est-Ouest et il conviendrait alors de les équilibrer par des contre-propositions équivalentes. En fait, nous accueillons favorablement et encourageons des négociations sérieuses entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les armements nucléaires en Europe, comme dans d'autres régions d'ailleurs.

Nous pouvons donc éliminer cette idée de la non-implantation, mettre l'accent sur le degré de convergence entre les positions du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de l'Union soviétique et comparer - comme je l'ai fait dans ma déclaration du 26 juin 1979 - les garanties de sécurité négatives des deux premiers Etats à la déclaration faite par l'Union soviétique lorsqu'elle a signé le Protocole II du Traité de Tlatelolco, ainsi que la déclaration du Président Brejnev que j'ai déjà citée. Tous les éléments vraiment pertinents de ces trois déclarations pourraient être alors réunis en une formule unique et nous aurions trouvé une solution à notre problème. Je reviendrai sur ce point dans un instant.

Si j'ai parlé jusqu'ici surtout des garanties de sécurité négatives proposées par les trois grandes puissances nucléaires, à savoir le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Union soviétique, ce n'est pas seulement parce qu'il s'agit des trois principaux Etats dotés d'armes nucléaires, mais aussi parce que ce sont ceux qui ont les positions les plus proches en matière de garanties de sécurité négatives. Mais il serait naturellement souhaitable d'harmoniser les positions française et chinoise avec les trois autres. Je ne dirai que quelques mots à ce sujet dans ma présente intervention. En ce qui concerne la position française, nous notons que la France a, elle aussi, indiqué qu'elle souhaitait que l'on aboutisse à une formule commune, comme le Président Giscard d'Estaing l'a dit le 25 mai 1978. Quant à la position de la Chine, la garantie de sécurité négative actuelle de la République populaire de Chine paraît suffisamment généreuse - mais peut-être pas absolument précise - pour qu'une formule commune contenant les deux éléments essentiels que j'ai mentionnés (le statut d'Etat non doté d'armes nucléaires et la clause de non-attaque) puisse être acceptée, ce qui ne devrait donc pas donner lieu à des difficultés pour la Chine.

Avant de passer à la formule commune, je dois aussi dire quelques mots au sujet de la forme qu'elle pourrait revêtir. Plusieurs membres du Comité pensent qu'une convention serait la forme la plus souhaitable, mais nous devons tous nous rendre compte qu'une convention aurait peu de chances d'être conclue dans un proche avenir. Nous devons donc envisager la solution d'une résolution du Conseil de sécurité.

Quelle procédure faudrait-il adopter au Conseil de sécurité ? Il nous semble que l'on pourrait suivre la procédure habituelle comme pour tous - ou presque tous - les cas où le Conseil de sécurité doit s'occuper de questions à propos desquelles les vues sont plus ou moins rapprochées quant au fond, mais différents quant au détail.

En premier lieu, les parties intéressées énonceraient leurs positions et, dans le cas considéré, les cinq Etats dotés d'armes nucléaires feraient connaître officiellement leurs opinions concernant les garanties de sécurité négatives. Ces opinions ne seront pas nécessairement identiques. Il est rare que toutes les grandes puissances aient des opinions identiques sur des questions internationales.

(M. Fein, Pays-Bas)

Mais l'exigence essentielle, c'est que chacune des déclarations contienne des éléments communs susceptibles d'être inclus dans une résolution représentant ce que ces déclarations ont en commun. Parmi tous les précédents auxquels on peut se référer, j'aimerais citer la résolution du Conseil de sécurité du 19 juin 1968 relative à des garanties de sécurité positives.

Dans le cas particulier que nous examinons, le terrain commun serait les deux éléments précités, c'est-à-dire le statut d'Etat non doté d'armes nucléaires et la clause de non-attaque. Si l'Union soviétique souhaite faire figurer dans sa déclaration nationale des remarques concernant la question de la non-implantation, cela ne modifierait pas la validité de la formule commune, car aussi longtemps qu'un Etat non doté d'armes nucléaires n'attaquerait pas l'Union soviétique, il serait couvert par la garantie de sécurité négative, que des armes nucléaires soient ou non implantées sur son territoire. Cette solution pourrait être retenue à condition que les déclarations nationales ne réduisent pas la portée de la formule commune.

Dans la résolution envisagée, le Conseil de sécurité, après un préambule approprié, accueillerait favorablement, ou accepterait, ou approuverait l'engagement solennel souscrit par les Etats dotés d'armes nucléaires, par exemple de ne pas utiliser ou menacer d'utiliser d'armes nucléaires contre tout Etat non doté d'armes nucléaires qui se serait engagé à ne pas fabriquer ou recevoir de telles armes ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, ou à en acquérir le contrôle, à condition que cet Etat ne se livre pas ou ne participe pas à une attaque contre un Etat doté d'armes nucléaires ou ses alliés avec l'appui d'un autre Etat doté d'armes nucléaires.

M. ADENIJI (Nigéria) (traduit de l'anglais) : Je consacrerai aujourd'hui ma déclaration au point 5 de l'ordre du jour : "Nouveaux types d'armes de destruction massive et nouveaux systèmes de telles armes; armes radiologiques".

Ma délégation se félicite que le Groupe de travail spécial sur les armes radiologiques ait pris un bon départ à cette session sous la direction avisée de M. Komives, Ambassadeur de Hongrie. L'identification des éléments de base d'un futur traité et l'élaboration de leurs divers libellés possibles devraient permettre au Groupe de travail d'harmoniser les points de vue de façon à parvenir à un accord sur un texte. Ma délégation estime que le Comité du désarmement devrait pouvoir faire état de résultats positifs sur cette question, sous la forme d'une convention, à la trente-sixième session de l'Assemblée générale, comme cela lui a été demandé dans la résolution 35/149. Le Comité pourrait ensuite concentrer ses efforts à sa session de printemps de l'an prochain sur l'obtention d'un accord relatif à des mesures plus importantes destinées à être présentées à l'Assemblée générale à sa deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement.

Divers points de vue ont été exprimés au sein du Comité et du Groupe de travail concernant la non-existence des armes radiologiques et le faible risque qu'elles soient utilisées à la guerre. Ma délégation n'a aucune raison de mettre en doute cette opinion des experts; mais je pense qu'un accord sur l'interdiction des armes de destruction massive que sont les armes radiologiques pourrait être un pas dans la bonne direction. Il vaut mieux, dit-on, prévenir que guérir. En tout cas, nous avons tous approuvé le Document final, qui déclare à son paragraphe 76 :

"Une convention interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation d'armes radiologiques devrait être conclue."

(M. Adeniji, Nigéria)

Le débat au Comité ne devrait donc pas porter sur la question de savoir pourquoi nous devons nous occuper de ces armes qui n'existent pas; nous n'avons pas créé un groupe de travail pour qu'il se lance dans un tel débat de procédure. Par contre, notre effort devrait porter essentiellement sur deux points. En premier lieu, comment faire pour que notre accord sur les armes radiologiques s'intègre dans l'ensemble des efforts entrepris dans le vaste domaine du désarmement, notamment en ce qui concerne les armes dont les effets tiennent à la mise en oeuvre de matières radioactives, c'est-à-dire les armes de destruction massive les plus meurtrières. En second lieu, comment faire pour compléter l'accord sur des armes qui n'existent pas par un accord sur des armes qui existent afin d'éviter que le Comité du désarmement soit l'objet de la risée universelle pour s'être montré incapable de parvenir à un accord sur des mesures de désarmement positives.

Nul n'ignore que le rythme des travaux de recherche scientifique et technique conduisant à la mise au point de nouveaux armements dépasse de loin celui des négociations sur le désarmement. La rapidité de la mise au point quantitative et qualitative des armes nucléaires et des nouveaux systèmes de telles armes par les Etats dotés d'armes nucléaires continue de contraster avec le rythme extrêmement lent des négociations menées dans ce Comité et dans d'autres instances, bilatérales ou trilatérales. Les Etats non dotés d'armes nucléaires espèrent que l'on pourra convertir à des fins pacifiques la capacité d'invention de l'homme qui rend possible ces progrès scientifiques et techniques.

Il est satisfaisant de constater qu'au cours de cette session, le Groupe de travail spécial a abordé des questions de fond avec l'élaboration d'un projet de future convention. J'aimerais évoquer certaines de ces questions. Si le projet commun des Etats-Unis et de l'URSS présenté au Comité du désarmement en 1979 constitue bien une base de négociation, cette base doit être élargie pour répondre aux réalités actuelles et aussi tenir compte des propositions pertinentes faites dans cet organe multilatéral. L'avancement des négociations sur les armes radiologiques implique donc dans une large mesure que les Etats-Unis et l'Union soviétique soient prêts à accepter les suggestions constructives faites par d'autres membres du Comité. J'espère que l'intervalle qui nous sépare de notre session d'été nous donnera à tous le temps d'y réfléchir sérieusement. Pour qu'une convention à caractère préventif comme la convention sur les armes radiologiques soit valable, il faut la concevoir dans le contexte global du désarmement nucléaire. Une disposition explicite à cette fin devrait absolument y être inscrite. Il n'est pas interdit d'imaginer que nous parvenions à un consensus sur l'insertion d'une telle disposition.

Dans le même sens, il convient de relever l'importance de la proposition suédoise tendant à ce qu'une future convention sur les armes radiologiques interdise également les attaques contre des centrales et installations électronucléaires. La déclaration qu'a prononcée M. l'Ambassadeur Lidgard le 7 avril, il y a une semaine, représente une contribution importante à nos travaux, car elle a fait connaître l'étude approfondie entreprise à ce sujet, et a permis ainsi au Comité de mieux comprendre les problèmes en cause. La possibilité d'une attaque contre des centrales nucléaires, pouvant entraîner la dispersion de matières radioactives et faire un nombre considérable de victimes, dans une région débordant largement le théâtre immédiat du conflit, fait que cette proposition mérite d'être étudiée sérieusement. Même si les Protocoles additionnels I et II aux Conventions de Genève de 1949 contiennent certaines dispositions, celles-ci sont conçues dans un contexte très différent, le contexte humanitaire.

(M. Adeniji, Nigéria)

Le Comité du désarmement ne saurait fuir ses responsabilités étendues en matière de désarmement sous prétexte qu'un instrument de la Croix-Rouge couvre certains aspects d'une question particulière.

En ce qui concerne les utilisations pacifiques de matières radioactives ou de sources de rayonnement, ma délégation estime que la Convention devrait exprimer de façon positive le lien important qui existe entre désarmement et développement. Les dispositions de l'article V figurant dans le document de travail CD/RW/WP.18/Add.1 ont, de l'avis de ma délégation, un caractère trop général pour produire les effets souhaités. Ma délégation préfère que l'on inscrive dans le projet de convention des clauses relatives aux utilisations pacifiques, énonçant de façon claire et positive le droit de tous les Etats d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques pour le développement. Le Nigéria, pays en développement, attache beaucoup d'importance à la coopération scientifique et technique entre les Etats. C'est ce principe qui a guidé ma délégation lorsqu'elle a présenté au nom des auteurs le projet de résolution 32/50, qui reconnaît la nécessité d'une coopération internationale dans le domaine de l'énergie nucléaire et formule le souhait que le transfert et l'utilisation des techniques nucléaires soient encouragés aux fins du développement économique et social des pays, en particulier des pays en développement.

Dans une situation mondiale caractérisée par une tension et une incertitude croissantes, et par la vigueur de la recherche-développement dans le domaine des armements, la mise au point d'un texte convenu sur des armes de destruction massive qui n'existent même pas, mais qu'il n'est pas totalement impossible de concevoir, pourrait représenter une contribution utile de l'unique organe de négociation multilatérale que nous constituons, ne serait-ce que pour empêcher des activités dans ce domaine et soustraire à une course improductive aux armements une partie des ressources humaines et matérielles qui lui sont actuellement consacrées. Mais une telle mesure de désarmement "négative" devrait être complétée rapidement par des mesures de désarmement positives si le Comité du désarmement entend justifier son existence. Le 10 avril, il y a de cela quelques jours seulement, la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination a été ouverte à la signature à New York. Trois protocoles sont annexés à cette Convention. L'un d'entre eux concerne des armes dont on ne sache pas qu'elles aient jamais été utilisées. Cela n'a pas empêché qu'elles fassent l'objet d'un protocole à titre de mesure préventive. Mais personne n'aurait songé à ouvrir à la signature une convention comportant ce seul protocole. Ce qui fait le succès de la Conférence des Nations Unies sur les armes inhumaines, c'est qu'elle soit parvenue à un accord sur deux autres protocoles concernant des armes existantes qui ont été effectivement utilisées dans des guerres. L'accord sur ces deux autres protocoles a conféré au protocole sur l'arme qui n'existe pas une importance qu'il n'avait pas intrinsèquement.

Il faut nous en souvenir au Comité du désarmement. Je devrais en fait dire au Comité de procéder de même, c'est-à-dire d'inviter la Conférence des Nations Unies sur les armes inhumaines. Equilibrer un accord sur une arme qui n'existe pas par des accords sur au moins deux armes qui existent.

M. ISSRAELIAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Je voudrais dire un mot sur plusieurs questions soulevées à la séance d'aujourd'hui.

En premier lieu, à propos de la déclaration du distingué représentant des Pays-Bas sur la question du renforcement de la sécurité des pays non nucléaires. Je rappelle la position de l'Union soviétique. Elle est claire et précise : comme par le passé, nous sommes partisans de l'élaboration dans les plus brefs délais d'un projet de convention

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

internationale qui aurait force obligatoire. Naturellement, cette convention serait formulée d'une façon acceptable par tous, ne portant atteinte aux intérêts d'aucun Etat partie à la convention. Nous avons présenté un projet en ce sens et sommes prêts à le discuter article par article. A l'occasion de cet examen, nous pourrions apporter une réponse aux questions posées par le représentant des Pays-Bas, notamment comment savoir si les armes nucléaires de telle ou telle puissance nucléaire ont été ou non installées sur le territoire d'Etats ne disposant pas d'armes nucléaires. Nous sommes persuadés que l'élaboration et la conclusion d'une telle convention constitueraient précisément le moyen le plus efficace de résoudre ce problème important et actuel. Pour cela, nous nous sommes fondés également sur les principes correspondants du Document final de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et sur diverses résolutions de l'Assemblée générale.

Nous n'avons pas d'objection à ce que, tout en élaborant le texte de la convention, on étudie d'autres formules pour offrir des garanties de sécurité aux Etats non nucléaires, quand tous les Etats dotés d'armes nucléaires feraient des déclarations identiques ou proches en substance, qui seraient ensuite approuvées par une décision du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

Nous considérons cette tâche comme tout à fait réaliste, malgré l'accroissement de la tension internationale. Nous avons déclaré que nous étions prêts à faire preuve de souplesse dans l'élaboration d'une telle formule, si les autres puissances nucléaires montrent la même attitude. Nous n'avons pas entendu de déclarations analogues du côté des autres puissances nucléaires. Nous attendons leur réponse : sont-elles prêtes à faire preuve de souplesse dans la recherche d'une formule acceptable ?

Comme vous le voyez, du côté de l'Union soviétique, les idées et propositions constructives ne manquent pas pour trouver une solution à ce problème actuel. En ce qui concerne la formule qu'elle a elle-même proposée et celles qu'ont présentées les Etats-Unis et le Royaume-Uni, nous nous sommes déjà exprimés plusieurs fois à leur sujet. Je ne voudrais pas faire perdre du temps au Comité, mais simplement souligner que l'Union soviétique est prête à offrir des garanties à tous les Etats non nucléaires qui n'ont pas sur leur territoire d'armes nucléaires, qu'ils appartiennent ou non à une alliance militaire. C'est ainsi que l'Union soviétique est prête à offrir des garanties de non-recours aux armes nucléaires aux Etats non nucléaires membres de l'OTAN sur le territoire desquels aucune arme nucléaire n'est implantée. En ce qui concerne les formules proposées par le Royaume-Uni et les Etats-Unis, la différence principale entre ces formules et celle proposée par l'Union soviétique consiste, à notre avis en ceci que les Etats-Unis et le Royaume-Uni ne sont pas prêts à offrir des garanties de sécurité aux Etats non nucléaires alliés militairement à une autre puissance nucléaire. La situation est ici tout à fait évidente : le groupe des Etats auxquels nous sommes prêts à offrir des garanties est plus large que celui auquel les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont eux-mêmes prêts à en offrir. Est-il possible dans ces conditions de trouver une solution acceptable ? C'est probablement possible et, je le répète, nous sommes prêts à rechercher une solution dans un esprit constructif, dans un esprit de collaboration, et non dans un esprit de méfiance, en déformant les positions. C'est malheureusement un langage de ce dernier genre qu'a utilisé le représentant des Pays-Bas

(M. Issraelyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

lorsqu'il a dit que la formule de l'Union soviétique visait à porter atteinte à la parité existante et que l'URSS essayait d'en retirer des avantages. Comment ne pas se rappeler ici le proverbe : Chat échaudé craint l'eau froide.

Je le répète, nous sommes prêts à collaborer pour trouver une solution acceptable pour tous, mais à condition que la souplesse et l'intérêt manifesté pour une solution de ce problème ne soient pas le fait de la seule partie soviétique, et que les autres pays participants en fassent également preuve.

En second lieu, je souhaiterais m'adresser, par votre intermédiaire, Monsieur le Président, à tous mes collègues pour leur demander de prononcer leurs discours plus lentement. Sinon, comme nous l'avons constaté aujourd'hui, les interprètes n'arrivent pas à suivre. Nous sommes tous fautifs sur ce point, y compris la délégation soviétique. Par souci d'efficacité, nous devons tenir compte des difficultés de l'interprétation simultanée.

En troisième lieu, nous prions le secrétariat d'être plus strict sur le point de la documentation. Aujourd'hui, à la demande de la délégation soviétique, a été distribué le document CD/176. Il comporte un défaut inadmissible dans sa version en langue russe. Ce défaut devra être éliminé sans tarder, et nous espérons que cela ne se reproduira pas.

Le PRESIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Union soviétique, M. l'Ambassadeur Issraelyan, de sa déclaration et je voudrais lui dire que j'ai été parfaitement en mesure de comprendre l'interprétation de la Déclaration, car il a parlé suffisamment lentement pour que je puisse suivre ce qu'il nous disait. En outre, je pense qu'il a été informé par le Secrétariat au sujet de la deuxième page manquante. Comme vous l'avez très justement fait observer, M. l'Ambassadeur Issraelyan, dans la version anglaise la deuxième page n'a pas été omise.

M. SARAN (Inde) (traduit de l'anglais) : Plusieurs observations ont été formulées aujourd'hui sur la question des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires. Ma délégation souhaiterait exprimer son opinion sur ce point.

La négociation de garanties internationales efficaces à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires tend vraisemblablement à protéger la sécurité des Etats qui ont renoncé à l'acquisition de telles armes au cas où viendrait à éclater un conflit nucléaire dans lequel seraient impliqués une partie ou la totalité des Etats dotés d'armes nucléaires et leurs alliés. Quelle serait, après tout, la nature d'un tel conflit ? Les Etats dotés d'armes nucléaires et leurs alliés pourraient-ils garantir que les effets d'une telle guerre nucléaire se limiteraient à leurs frontières nationales ? Les Etats non dotés d'armes nucléaires pourraient-ils se contenter de l'assurance qu'ils ne seraient pas directement touchés par des ogives nucléaires, alors que des retombées importantes et la contamination radioactive porteraient gravement atteinte au bien-être de leurs populations ? Même si une telle garantie rassurait dans une certaine mesure les Etats non dotés d'armes nucléaires, les conditions et réserves subjectives dont s'accompagnerait cette garantie rendraient celle-ci pratiquement illusoire. Comment pourrait-on déterminer, par exemple, qu'un Etat non doté d'armes nucléaires est "associé" à un Etat doté de telles armes dans une attaque contre un autre Etat doté d'armes nucléaires ou un allié de celui-ci ? Je crois que la délégation du Royaume-Uni a dit à une précédente séance que, dans la pratique, cette association apparaîtrait toujours très clairement.

(M. Saran, Inde)

Mais de quelle façon ? Ne pourrait-on pas invoquer cet argument pour justifier une attaque préventive contre un Etat non doté d'armes nucléaires qui aurait des relations amicales avec tel ou tel Etat doté d'armes nucléaires ? Peut-on permettre à un justiciable d'une loi d'assumer les fonctions de juge en la matière ?

Et que penser d'une situation dans laquelle le territoire d'un Etat non doté d'armes nucléaires serait utilisé contre sa volonté pour des activités militaires lors d'une guerre, par un Etat doté d'armes nucléaires ? L'expérience de la dernière guerre mondiale montre que cette possibilité n'a rien d'irréalisable. Cet Etat devrait-il être châtié pour n'avoir pu résister à la puissance militaire supérieure d'une grande puissance militaire et faire l'objet d'une attaque nucléaire ? Après tout, les garanties s'appliquent à des situations de conflit et non à des époques de paix; il faut donc tenir compte de telles possibilités.

Ces considérations, Monsieur le Président, amènent notre délégation à conclure que la seule garantie efficace qui peut être donnée aux Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires est la réalisation du désarmement nucléaire et, en attendant, la conclusion d'un accord sur l'interdiction complète de l'utilisation des armes nucléaires. On ne saurait en aucun cas considérer que la position prise par notre délégation dépasse le cadre du mandat du Groupe de travail sur les garanties de sécurité négatives.

A cet égard, je voudrais appeler l'attention du Comité sur le paragraphe 32 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui est ainsi conçu :

"Tous les Etats, et en particulier les Etats dotés d'armes nucléaires, devraient considérer diverses propositions visant à assurer le non-recours aux armes nucléaires et la prévention de la guerre nucléaire. Dans ce contexte, tout en prenant note des déclarations faites par les Etats dotés d'armes nucléaires, des arrangements efficaces pris, selon qu'il serait approprié, pour donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires des assurances contre l'utilisation ou la menace d'utilisation des armes nucléaires, pourraient renforcer la sécurité de ces Etats, ainsi que la paix et la sécurité internationales."

Ainsi, le contexte dans lequel s'inscrit la négociation des garanties de sécurité dites négatives implique l'examen de toutes les propositions visant à assurer le non-recours aux armes nucléaires et la prévention de la guerre nucléaire.

Le PRESIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Je donne à présent la parole à M. Jaipal, Secrétaire du Comité et Représentant personnel du Secrétaire général, qui fera une brève déclaration pour mettre le Comité au courant de communications qui ont été reçues par le Secrétariat.

M. JAIPAL (Secrétaire du Comité et Représentant personnel du Secrétaire général) (traduit de l'anglais) : J'aimerais tout d'abord, en réponse aux observations faites par le distingué Ambassadeur de l'Union soviétique, lui transmettre au nom du Secrétariat nos excuses pour l'absence, dans la version russe, du texte annexé au document CD/176. Il s'agit manifestement d'une omission qui est vraiment inexcusable et sur laquelle j'appellerai l'attention des instances concernées. Je tiens à informer l'Ambassadeur de l'Union soviétique qu'un nouveau tirage de la version russe de ce document sera distribué.

(M. Jaipal, Secrétaire du Comité et Représentant personnel du Secrétaire général)

Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit précédemment, j'ai l'intention de tenir périodiquement le Comité au courant des communications reçues par le secrétariat. Quatre communications émanant d'organisations non gouvernementales ont été reçues au cours de la présente session, elles contiennent des opinions, des exposés et des déclarations concernant la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Il s'agit de communications émanant de Labour Action for Peace, de la Fédération démocratique internationale des femmes, de la Quakers Organization et de la Co-operation for Disarmament. Toutes visent à informer les membres du Comité et leur seront distribuées officiellement.

Nous avons également reçu jusqu'ici près de 1 000 communications envoyées principalement par des femmes et des enfants vivant au Danemark, en Suède, en Norvège, au Royaume-Uni, en France, en République fédérale d'Allemagne, au Mexique, en Turquie et aux Etats-Unis d'Amérique. Toutes sont brèves et portent la devise EARTH FOR LIFE (UNE TERRE POUR VIVRE). Le courrier moyen a été ces derniers temps d'environ 100 lettres par jour. Toutes sont adressées au Comité du désarmement à Genève. Pour donner aux membres une idée de leur contenu, il me suffira d'en lire deux - l'une provenant du Danemark et l'autre des Etats-Unis d'Amérique.

La lettre venant du Danemark a été adressée par une femme et se lit comme suit :

3 avril 1981

NATIONS UNIES - Comité du désarmement -

"Si je vous écris, c'est parce que j'ai été effrayée et désespérée d'apprendre les sommes dépensées pour le matériel de guerre et combien de fois nous pouvons nous entretuer cependant que d'aucuns disent que nous devons encore avoir davantage de matériel de guerre.

J'ai commencé par garder mon désespoir pour moi, mais je ne puis plus le faire et nombreux sont ceux qui commencent à protester contre l'accroissement des armements car ce n'est pas une évolution que nous souhaitons, nous les femmes et les hommes moyens, une évolution qui constitue une menace pour nos vies et pour tout ce qui constitue notre raison de vivre.

Comment voulez-vous que nous puissions élever la génération future lorsque nous avons peur nous-mêmes ? Je suis mère de trois enfants. Le plus âgé n'a que cinq ans et il sait déjà ce que c'est que la bombe atomique et il lui faudra vivre dans l'appréhension de cet engin.

Que puis-je lui répondre lorsqu'il me pose des questions ?

Puis-je lui dire de ne pas s'en faire, que nous avons des hommes sages qui gouvernent le monde et que nous pouvons avoir confiance qu'ils feront le nécessaire et veilleront à ce que les armements n'aboutissent pas à une catastrophe ? Ne pensez-vous pas qu'il sentira mon propre manque de confiance ?

L'Organisation des Nations Unies doit faire plus qu'elle ne le fait à présent pour proposer de nouveaux moyens de résoudre les problèmes résultant des désaccords internationaux."

(M. Jaipal, Secrétaire du Comité et Représentant personnel du Secrétaire général)

La deuxième lettre émane d'une femme qui habite aux Etats-Unis d'Amérique.
En voici la teneur :

"Au milieu de la journée, au travail ou chez moi, je suis soudainement saisie par la crainte croissante qu'un jour il n'y aura plus de chez moi ni de lieu de travail.

Aucun individu, aucune organisation, aucun pays ne pourra seul mettre fin à l'insanité de la course aux armements. Mais si un grand nombre de personnes travaillent ensemble dans des organisations et dans des pays et qu'elles reçoivent un encouragement et un appui de la part de nous tous, alors peut-être y aura-t-il un espoir : Nous ne voulons pas de guerre nucléaire; nous n'acceptons pas la production d'armes plus nombreuses et plus horribles encore.

Nous voulons protéger la Terre de façon que les êtres humains, les animaux et les plantes puissent vivre !

EARTH FOR LIFE

Nous devons nous le dire les uns aux autres pour que le message soit entendu et pour que les hommes politiques et les généraux comprennent bien que nous ne pouvons pas leur laisser le pouvoir de détruire la planète. Ce pouvoir doit être aboli. Les armes apocalyptiques doivent être détruites."

Le PRESIDENT (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Comme annoncé hier à notre réunion officieuse, je me propose de tenir des consultations officieuses à composition non limitée sur les questions que j'ai mentionnées à cette réunion.

Ces consultations se tiendront demain 15 avril, à 15 heures, dans la Salle de conférences I.

La prochaine séance plénière du Comité du désarmement aura lieu le jeudi 16 avril, à 10 h 30.

La séance est levée à 12 h 45.